

Investissements privés et publics

Septembre 2023

Québec et ses régions, intentions 2023

Guillaume Marchand

Le présent bulletin, réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, est produit à partir de plusieurs sources de données, dont l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada diffusée le 28 février 2023. Il présente les estimations des intentions d'investissements pour l'année 2023. Il s'agit, plus précisément, d'un regard sur les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété (privée et publique), l'industrie (biens et services), l'actif (construction, matériel et outillage) et le pays ou la province de contrôle par région administrative et par région métropolitaine de recensement (RMR). De plus, ce bulletin expose les estimations pour 2021 des dépenses en immobilisations incorporelles en logiciels ainsi que les intentions pour 2023 des dépenses en immobilisations incorporelles dans la prospection pétrolière, gazière et minérale. Finalement, la publication présente les différences entre les données réelles, provisoires et perspectives diffusées en 2022 et 2023, et ce, par région administrative et RMR.

Par ailleurs, le 28 juillet 2021, date de publication du décret gouvernemental 961-2021, les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska sont passées de la Montérégie à l'Estrie. Les modifications de 2021 aux limites territoriales des régions administratives ont été prises en compte pour la rédaction de ce bulletin.

Au Québec

Selon les intentions pour 2023, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles devraient atteindre 59,1 milliards de dollars au Québec, une hausse de 10,3 % par rapport à 2022. Il s'agirait d'une croissance supérieure à celle attendue au Canada (4,3 % en 2023). En 2021 et 2022, ces dépenses ont respectivement augmenté de 11,2 % et de 11,6 % au Québec, et elles ont augmenté de 10,3 % et 11,7 % au Canada.

Le Nord-du-Québec et la Montérégie se démarquent

En 2023, les dépenses en immobilisations se concentreraient principalement dans la région administrative de Montréal, avec une part de 27,9 % des dépenses de l'ensemble du Québec. La variation de 3,9 % observée dans cette région en 2023 serait principalement attribuable aux secteurs des arts, des spectacles et des loisirs (+ 43,5 %), de la fabrication (+ 37,3 %), des services publics (+ 28,9 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 25,1 %), de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (+ 20,7 %), ainsi que des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+ 11,7 %). Les secteurs des services d'enseignement (- 21,8 %), du

commerce de détail (- 15,3 %) et du transport et de l'entreposage (- 11,5 %) connaîtraient une baisse de leurs dépenses.

La Montérégie, deuxième région administrative en importance sur le plan des dépenses en immobilisations, avec une part de 14,0 %, se classerait deuxième parmi les régions ayant connu les plus fortes hausses; elle enregistrerait un taux de croissance de 32,3 % en 2023. Cette croissance proviendrait principalement des secteurs des soins de santé et d'assistance sociale (+ 109,9 %), des administrations publiques locales, municipales et régionales (+ 73,1 %), des services publics (+ 70,7 %) et des services d'enseignement (+ 55,7 %).

Le Nord-du-Québec serait la région administrative qui connaîtrait le taux de croissance annuel le plus élevé (+ 41,8 %), en raison d'une augmentation des dépenses dans les secteurs des services publics (+ 45,2 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz (+ 37,7 %).

Quinze des dix-sept régions administratives du Québec afficheraient une hausse des dépenses en 2023. Outre le Nord-du-Québec et la Montérégie, quatre régions auraient une croissance supérieure à celle de l'ensemble du Québec : la Chaudière-Appalaches (+ 16,6 %), la Mauricie (+ 13,0 %), les Laurentides (+ 12,6 %) et l'Estrie (+ 11,1 %). Les hausses proviendraient principalement des secteurs suivants :

- Services publics (Estrie et Chaudière-Appalaches) ;
- Fabrication (Mauricie, Estrie et Chaudière-Appalaches) ;
- Transport et entreposage (Mauricie, Chaudière-Appalaches et Laurentides) ;
- Services d'enseignement (Laurentides) ;
- Administrations publiques locales, municipales et régionales (Mauricie, Estrie et Laurentides).

Quatre régions observeraient une baisse ou peu de variation de leurs dépenses en immobilisations, soit le Bas-Saint-Laurent (- 2,8 %), l'Outaouais (- 1,2 %) , la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 0,4 %) et Laval (+ 0,1 %).

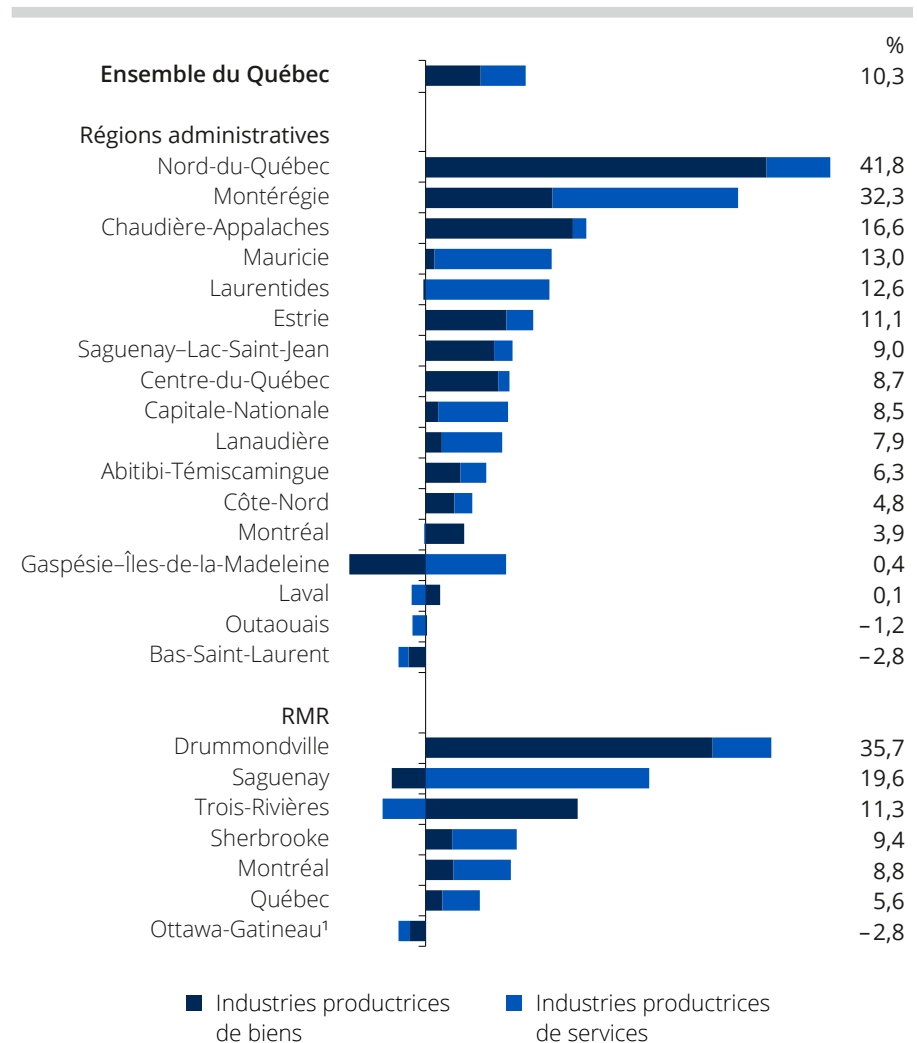
Parmi les sept RMR du Québec, trois afficheraient une croissance plus forte que celle de l'ensemble du Québec. En 2023, la RMR de Drummondville enregistrerait le plus fort taux de croissance annuel, soit une augmentation de 35,7 %, suivie de Trois-Rivières avec 19,6 % et de Saguenay avec 11,3 %. Pour Drummondville, la hausse des dépenses se trouverait autant dans les

industries productrices de biens que dans celles productrices de services, qu'elles soient de propriété privée ou publique. Pour la RMR de Trois-Rivières, ce sont principalement des dépenses qui proviennent

des industries productrices de services de propriété publique. Pour Saguenay, les dépenses proviennent principalement des industries productrices de biens de propriété privée.

Figure 1

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2023



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger

Au Québec, en 2023, les dépenses des entreprises sous contrôle étranger représentent 9,9 % de l'ensemble des dépenses en immobilisations non résidentielles (privés et publiques) et 19,6 % des dépenses en immobilisations de propriété privée. Pour l'année 2023, les entreprises sous contrôle étranger prévoient une hausse de 13,0 % de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles au Québec pour atteindre 5,8 G\$. Du côté des entreprises privées sous contrôle québécois, la hausse atteindrait 11,3 % (dépenses de 20,8 G\$). Pour celles sous le contrôle d'autres provinces canadiennes, la baisse serait de 0,2 % (dépenses de 3,1 G\$).

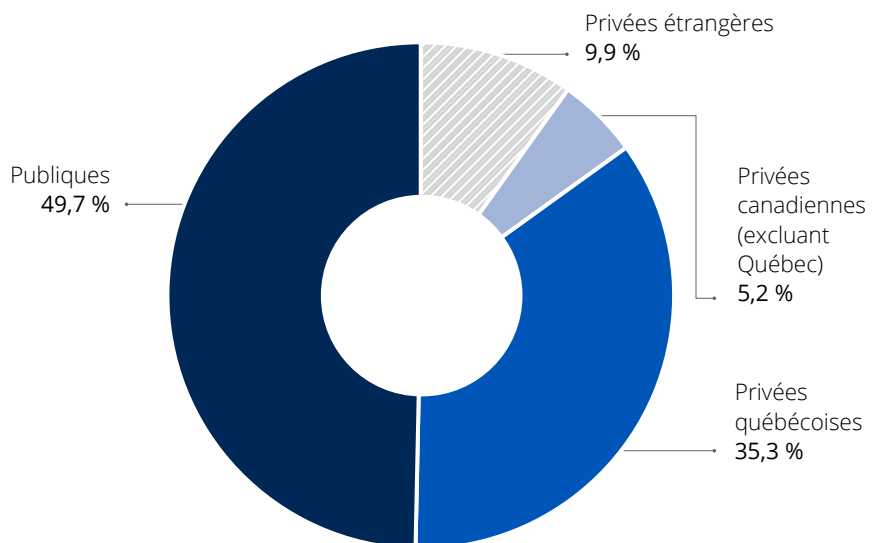
La hausse au Québec des dépenses des entreprises sous contrôle étranger proviendrait principalement du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du Nord-du-Québec, de la Chaudière-Appalaches et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger seraient en hausse dans cinq RMR en 2023. C'est la RMR de Trois-Rivières qui afficherait le plus fort taux de croissance annuel (+ 42,6 %).

Toujours en 2023, les dépenses des entreprises sous contrôle canadien augmenteraient de 28,7 % dans la région des Laurentides. Pour les RMR de Saguenay et de Montréal, les hausses prévues de ces dépenses se chiffreraient respectivement à 21,2 % et 14,0 %.

Figure 2

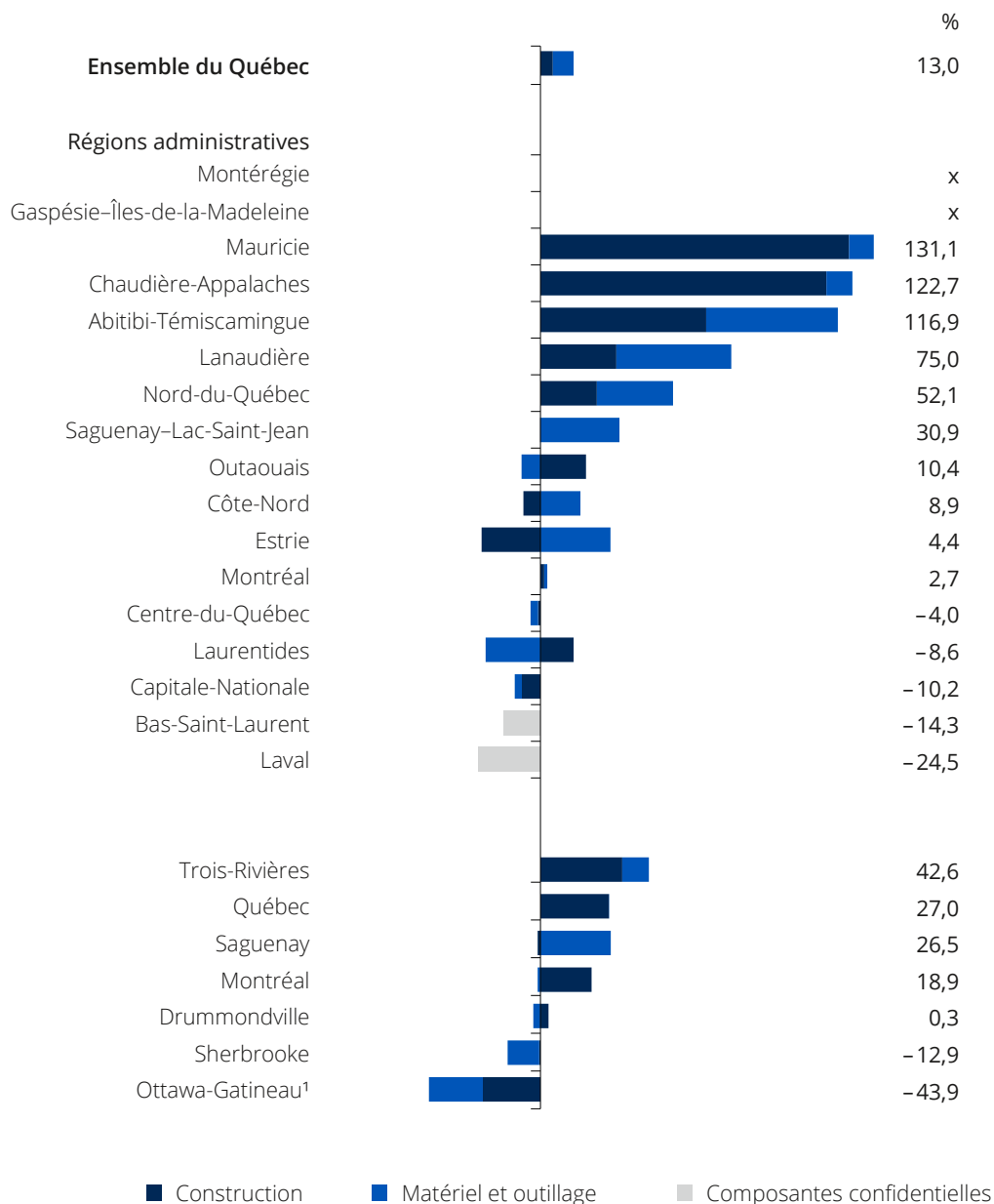
Répartition du contrôle des dépenses en immobilisations non résidentielles, ensemble du Québec, 2023



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 3

Variation annuelle des intentions de dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2023



1. Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Liens de parenté entre sociétés, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Révision des données provisoires 2021 et des intentions 2022 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles diffusées en 2022

Dans l'ensemble du Québec, les données réelles 2021 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles ont été révisées à la hausse de 1,0 % par rapport aux données provisoires 2021. Cependant,

les estimations pour certaines régions ont été fortement majorées : c'est notamment le cas pour l'Estrie (+ 13,4 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (- 13,8 %).

Pour ce qui est de la révision des données de 2022, la hausse se chiffrait à 0,8 % pour l'ensemble du Québec. Par contre, certaines régions ont fait l'objet d'importantes révisions à la hausse, dont Laval (+ 24,0 %), Lanaudière (+ 27,2 %), le Centre-du-Québec (+ 22,9 %) et le Nord-du-Québec (- 23,1 %).

Tableau 1

Différences entre les données réelles, provisoires et perspectives, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2021-2022

	2021 ^P	2021	2022 ^I	2022 ^P	Variation	
					2021 ^P /2021	2022 ^I /2022 ^P
	M\$				%	
Régions administratives						
Bas-Saint-Laurent	1 077,8	1 008,8	1 120,9	1 135,2	- 6,4	1,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 198,6	2 332,2	2 367,1	2 298,2	6,1	- 2,9
Capitale-Nationale	3 861,9	3 824,8	4 727,2	4 575,0	- 1,0	- 3,2
Mauricie	1 034,2	1 033,0	1 125,6	1 149,9	- 0,1	2,2
Estrie	1 912,6	2 169,2	2 281,3	2 566,4	13,4	12,5
Montréal	14 568,0	14 309,3	16 062,5	15 867,9	- 1,8	- 1,2
Outaouais	1 469,4	1 509,8	1 684,8	1 815,0	2,7	7,7
Abitibi-Témiscamingue	1 912,4	1 649,3	2 155,3	2 091,8	- 13,8	- 2,9
Côte-Nord	2 518,4	2 778,8	2 563,3	2 487,8	10,3	- 2,9
Nord-du-Québec	1 364,5	1 227,1	1 888,8	1 453,3	- 10,1	- 23,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	741,4	745,1	722,6	731,0	0,5	1,2
Chaudière-Appalaches	2 079,1	2 196,7	2 624,3	2 498,9	5,7	- 4,8
Laval	1 756,5	1 743,1	1 863,6	2 311,5	- 0,8	24,0
Lanaudière	1 459,7	1 455,9	1 542,2	1 962,0	- 0,3	27,2
Laurentides	2 444,3	2 524,2	2 638,9	2 795,3	3,3	5,9
Montérégie	6 007,4	6 289,1	6 508,2	6 268,4	4,7	- 3,7
Centre-du-Québec	1 119,4	1 203,2	1 256,0	1 543,0	7,5	22,9
Régions métropolitaines de recensement						
Saguenay	1 057,5	1 141,7	1 288,9	1 235,7	8,0	- 4,1
Québec	4 036,5	4 076,9	5 046,6	5 392,0	1,0	6,8
Sherbrooke	746,5	808,9	1 109,3	897,9	8,4	- 19,1
Trois-Rivières	679,8	527,1	713,7	541,8	- 22,5	- 24,1
Montréal	22 703,7	22 760,9	24 666,9	25 119,4	0,3	1,8
Ottawa-Gatineau ¹	1 185,0	1 234,2	1 423,4	1 541,9	4,2	8,3
Ensemble du Québec	47 525,5	47 999,7	53 132,5	53 550,5	1,0	0,8

1. Ottawa-Gatineau : Partie québécoise uniquement.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations, Permis de bâtir et Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Dépenses en logiciels et en prospections minières

Au Québec, les dépenses en logiciels se chiffrent à 3,5 G\$ en 2021, ce qui constitue une hausse de 16,7 % par rapport aux 3,0 G\$ dépensés en 2020. Cette hausse est principalement attribuable aux régions de Montréal (+ 189,0 M\$) et de l'Estrie (+ 287,9 M\$).

Les dépenses en prospection pétrolière, gazière et minérale au Québec devraient se chiffrer à 820,1 M\$ en 2023, soit une baisse de 248,2 M\$ (- 23,2 %). Les dépenses du Nord-du-Québec en cette matière seraient en décroissance de 439,4 M\$.

Définitions des concepts et précisions méthodologiques

Dépenses en immobilisations régionales

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur *l'Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur *l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer la représentativité régionale, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Révision des données provisoires et des intentions

Les données anticipées pour 2023 ainsi que les données provisoires pour 2022, recueillies auprès des entreprises au cours de l'automne 2022, sont sujettes à révision et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Par conséquent, les révisions des dépenses en immobilisations sont importantes entre les intentions, les données provisoires et les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Il existe plusieurs données sur le thème de l'investissement étranger. Or, cette appellation peut porter à confusion, car elle peut faire référence à plusieurs concepts qui ne sont pas nécessairement comparables entre eux. Dans cette publication, nous faisons référence au concept de dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle (investissement sous contrôle étranger), mais il existe également le concept d'investissement direct étranger et d'investissement étranger selon le sens de la Loi sur Investissement Canada.

Investissement direct étranger

Les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présenté dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada, sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers, telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société

canadienne, ce qui correspond à la détention d'au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément à la Loi sur Investissement Canada. Cette loi vise à instaurer l'examen des investissements importants effectués au Canada par des non-Canadiens afin de garantir ces avantages. De manière générale, les concepts utilisés se rapprochent de l'investissement direct étranger. Cependant, les dispositions de la loi comportent de nombreuses inclusions, exclusions et modulations en fonction du pays d'origine, du secteur industriel, de la propriété privée ou publique et du niveau d'investissement qui ne couvrent pas l'ensemble des investissements directs étrangers.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre ces concepts. L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie, alors que l'investissement direct étranger mesure le changement de propriétés des actifs financiers par les flux transfrontaliers.

Par exemple, la construction d'une usine par une entreprise états-unienne établie au Québec constitue une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'un investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas si elle est financée par la maison mère états-unienne à l'aide des bénéficiaires non répartis.

Dépenses en immobilisations de l'Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations et formation brute de capital fixe des comptes économiques

Les dépenses en immobilisations ne sont pas harmonisées avec les concepts des comptes économiques. Par conséquent, ces estimations ne sont pas égales à celles de la formation brute de capital fixe que l'on retrouve dans les composantes du produit intérieur brut selon les dépenses et à celles de l'investissement du programme Stock et consommation de capital fixe non résidentiel de Statistique Canada.

Les données provenant de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada sont la principale source d'information utilisée pour mesurer la formation brute de capital fixe du Système de comptabilité nationale. Cette dernière est un concept plus large, car elle inclut, en plus des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles, celles en bâtiments résidentiels et celles liées

aux produits de propriété intellectuelle. Pour les catégories des dépenses en immobilisations « ouvrages non résidentiels » et « machines et matériel », appelées « construction » et « matériel et outillage » dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, certains ajustements doivent être faits pour qu'elles soient conformes aux comptes économiques.

Suite à la page 8

Ajustements

- Ajout des immobilisations incluses aux dépenses d'exploitation ;
- Ajout des immobilisations à usage commercial provenant d'achats personnels ;
- Déduction des immobilisations à usage personnel provenant d'achats commerciaux ;
- Analyse de la cohérence entre la production, le commerce, les stocks et les investissements pour les voitures, les camions et les aéronefs ;
- Déduction de la valeur des véhicules loués à des fins personnelles ;
- Déduction pour les véhicules automobiles et aéronefs d'occasion, les rebuts et la récupération ;
- Analyse de la cohérence du secteur des administrations publiques avec les données des statistiques de finances publiques canadiennes ;
- Ajout des coûts de transfert ;
- Sectorisation et reclassification de certains répondants de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* entre les secteurs des entreprises, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages ;
- Équilibrage des tableaux des ressources et des emplois.

La différence entre les dépenses en immobilisations publiques de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* et la formation brute

de capital fixe des administrations publiques des comptes économiques est principalement le traitement des entreprises publiques qui diffère entre les deux produits de données. Dans l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, les dépenses en immobilisations des entreprises publiques sont considérées comme faisant partie de l'univers public, alors que dans les comptes économiques provinciaux, ces investissements se retrouvent majoritairement dans le secteur des entreprises. Seule une partie des dépenses en immobilisations des entreprises publiques locales, soit les dépenses en immobilisations liées aux réseaux d'aqueducs, se retrouve dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales dans les comptes économiques.

Définitions

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissements sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Dans la collection *Investissements privés et publics*

À paraître

Perspectives québécoises, intentions 2024

Mars 2024

Sur le Web

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisations pour la période allant de 2006 à 2023 sont disponibles aux adresse suivantes :

- statistique.quebec.ca/fr/document/depenses-en-immobilisation-et-reparation-regions-administratives
- statistique.quebec.ca/fr/document/depenses-en-immobilisation-et-reparation-regions-metropolitaines-de-recensement-rmr

Symboles

\$ En dollars
M En millions
G En milliards
% Pourcentage

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
p Donnée provisoire
i Intentions
x Donnée confidentielle

Indicateurs de qualité

* Passable
** À utiliser avec prudence
F Peu fiable, ne peut être publiée

Note

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Notice bibliographique suggérée

MARCHAND, Guillaume (2023). « Québec et ses régions, intentions 2023 », *Investissements privés et publics*, [En ligne], septembre, Institut de la statistique du Québec, p. 1-9. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/investissements-prives-publics-quebec-regions-intentions-2023.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Guillaume Marchand

Direction des statistiques économiques :

Mario Beaulieu

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cid@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2023
ISSN 2563-6286 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction